**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU  
PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE  
DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**Dixième session**

**Windhoek, Namibie**

**30 novembre – 4 décembre 2015**

**Point 9 de l’ordre du jour provisoire :**

**Contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel**

|  |
| --- |
| **Résumé**  Conformément à l’article 25.5 de la Convention, le Comité peut accepter des contributions au Fonds fournies à des fins spécifiques se rapportant à des projets spécifiques, pourvu que ces projets aient été approuvés par le Comité. Le présent document rend compte de ces contributions depuis la neuvième session du Comité et présente une offre de la Commission nationale de la République populaire de Chine de soutenir une réunion préliminaire d’experts sur un cadre global de résultats pour la Convention.  **Décision requise :** paragraphe 11 |

1. Le chapitre VI de la Convention consacré au Fonds du patrimoine culturel immatériel prévoit que les États parties peuvent souhaiter verser des contributions volontaires supplémentaires (article 27) en sus de leurs contributions réglementaires prévues à l’article 26. L’article 25.5 prévoit également la possibilité que ces contributions soient faites en faveur de projets spécifiques, « pourvu que ces projets soient approuvés par le Comité ».
2. Lors de sa dernière session, le Comité est allé plus loin en approuvant la Note conceptuelle pour le Programme additionnel complémentaire 2014-2017 intitulé « Renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel pour le développement durable » ([décision 9.COM 7](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-14-9.COM-Decisions-FR.doc)), élaborée par le Secrétariat pour élargir la portée et l’efficacité de cette stratégie globale de renforcement des capacités et informer les donateurs des besoins de financement de ce programme. En effet, afin que le Comité – en tant qu’organe directeur de la Convention décidant de l’utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel – et la Conférence générale des États membres – en tant qu’organe directeur de l’UNESCO définissant les politiques et les principaux axes de travail de l’Organisation – partagent la même vision des priorités de l’action de l’UNESCO dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, le Comité a jugé opportun d’approuver le cadre programmatique décrit dans le Programme additionnel complémentaire dès lors qu’il est parfaitement en phase avec le Programme ordinaire. Par extension et dans cette même décision, le Comité a accepté toute contribution volontaire supplémentaire future qui pourrait être versée entre deux sessions du Comité pour soutenir des activités de renforcement des capacités entrant dans ce cadre programmatique ; il a en outre autorisé le Secrétariat à en faire un usage immédiat et lui a demandé de lui faire rapport sur l’avancement de la mise en œuvre de toute contribution volontaire supplémentaire reçue depuis sa dernière session.
3. Depuis sa neuvième session, le Fonds du patrimoine culturel immatériel n’a reçu aucune contribution au titre du cadre programmatique prévu dans le Programme additionnel complémentaire. Une contribution volontaire supplémentaire en faveur de ce programme est toutefois attendue de façon imminente, suite à la confirmation officielle du Gouvernement de la Catalogne (Espagne) le 30 Octobre 2015. Cette prochaine contribution de 120 000 € au Fonds du patrimoine culturel immatériel sera utilisée pour mettre à profit les résultats du projet de renforcement des capacités qui arrive actuellement à son terme en Mauritanie, au Maroc et en Tunisie, ainsi que les partenariats instaurés dans ce cadre. On espère que cette nouvelle contribution au Fonds du patrimoine culturel immatériel sera reçue à temps pour compléter les efforts importants que les pays bénéficiaires concernés ont faits ces dernières années pour s’approprier de la Convention en tant qu’outil opérationnel pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur leur territoire.
4. La Commission nationale de la République populaire de Chine pour l’UNESCO apportera également son soutien à la Convention en contribuant au Fonds du patrimoine culturel immatériel. Lors de sa neuvième session, le Comité a reconnu « l’importance d’élaborer un cadre global de résultats pour la Convention incluant des objectifs, des calendriers, des indicateurs et des références clairs » ainsi que « la nécessité d’un processus inclusif de consultation et de discussion pour l’élaboration dudit cadre » ([décision 9.COM 13.e](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-14-9.COM-Decisions-FR.doc)). Afin que ce cadre soit bien le résultat d’un processus participatif, le Comité a décidé, toujours dans cette même décision, de « convoquer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée courant 2016 afin d’examiner les recommandations préliminaires relatives à d’éventuelles directives » sur ce sujet. Cependant, le Secrétariat ne sera pas en mesure de fournir une base solide de discussion dans les délais prévus. C’est pourquoi, à titre de première étape, il est demandé au Comité d’approuver lors de la présente session l’offre de la Chine – telle qu’elle est énoncée dans la lettre de la Commission nationale de la République populaire de Chine pour l’UNESCO jointe en annexe I au présent document – afin de soutenir l’organisation d’une réunion préliminaire d’experts ayant pour mission de poser les bases sur lesquelles un cadre global de résultats pourra être élaboré puis discuté par un groupe de travail intergouvernemental spécial.
5. Dans sa [décision 7.COM 20.1](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-12-7.COM-Decisions_-FR.doc), le Comité a pris note du fait que les États recourent à différentes formes de soutien, financier et en nature, à la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, et pas seulement aux contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel visées à l’article 25.5 de la Convention. Il a ainsi demandé au Secrétariat de faire rapport à chaque session du Comité sur la réception de telles contributions depuis sa session précédente. En conséquence, on trouvera en annexe II au présent document la liste des contributions en faveur de la Convention de 2003 depuis la neuvième session du Comité.
6. Dans la mesure où l’aide reçue par la Convention bénéficie en majeure partie au programme global de renforcement des capacités et dans une moindre mesure au renforcement des ressources humaines du Secrétariat, il semble approprié de montrer au Comité l’évolution de cette aide au cours des trois derniers exercices biennaux[[1]](#footnote-1). La figure 1 montre que l’objectif pour l’exercice biennal qui arrive à son terme a été atteint, et confirme la baisse du montant des ressources mobilisées pour le programme de renforcement des capacités.

**Figure 1** : Évolution du soutien volontaire au programme global de renforcement des capacités

1. L’exercice biennal 35 C/5  a connu le lancement du programme global de renforcement des capacités qui a suscité l’enthousiasme des donateurs. L’exercice biennal 36C/5 a été, quant à lui, marqué par la mise en œuvre des ressources mobilisées pendant l’exercice biennal précédent, mais a moins attiré l’intérêt des donateurs. Enfin, si l’exercice biennal 37C/5 a vu un nouvel afflux de fonds, ces fonds sont loin d’avoir atteint le niveau de l’exercice 35C/5. De plus, à l’exception de quelques projets qui seront soumis pour financement l’année prochaine dans le cadre de fonds généraux déjà existants, les perspectives de financement pour le prochain exercice biennal sont pratiquement nulles. C’est pourquoi, bien que l’objectif à mi-parcours de la note conceptuelle pour le Programme additionnel complémentaire ait été atteint de 2014-2017, il sera pratiquement impossible d’atteindre celui fixé pour la période quadriennale 2014-2017[[2]](#footnote-2).
2. Conscients que la capacité du Secrétariat de fournir des services de qualité aux États membres dépend en grande partie des ressources humaines dont il dispose, de nombreux donateurs ont apporté un soutien dans ce sens selon diverses modalités. Néanmoins, le graphique ci-dessous fait apparaître une diminution de ce soutien, bien que le niveau se soit maintenu entre les exercices biennaux 36C/5 et 37C/5. En tout cas, ce soutien est loin d’atteindre l’objectif annuel de 1,1 million de dollars des États-Unis fixé par l’Assemblée générale ([résolution 3.GA 9](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-10-3.GA-CONF.201-Resolution%20Rev.-FR.doc)). Plus précisément, il convient de noter que, depuis la neuvième session du Comité, le sous-fonds du Fonds du patrimoine culturel immatériel destiné à renforcer les ressources humaines du Secrétariat a reçu des contributions volontaires pour un total de 213 763 dollars des États-Unis entre octobre 2014 et octobre 2015, soit la moitié du montant crédité au sous-fonds entre la huitième et la neuvième session.

**Figure 2** : Évolution du soutien volontaire aux ressources humaines

1. Outre les perspectives peu réjouissantes pour le prochain exercice biennal, les deux graphiques ci-dessus témoignent d’une nette diminution du soutien à la Convention via le Fonds du patrimoine culturel immatériel en termes de contributions affectées à des fins spécifiques se rapportant au programme de renforcement des capacités et de contributions au sous-fonds pour le renforcement des ressources humaines du Secrétariat. Pour les premières, la sous-utilisation de cette modalité est fort regrettable, car elle s’est avérée particulièrement adaptée à l’esprit de la stratégie de renforcement des capacités en permettant un usage efficace des ressources par l’UNESCO, depuis l’évaluation approfondie des besoins et la consultation des homologues nationaux, jusqu’à la mise en œuvre des projets. Pour les dernières, c’est tout aussi fâcheux car, sans vouloir mettre en doute les mérites des autres modalités, le sous-fonds est le seul mécanisme permettant de disposer durablement de personnels adaptés aux fonctions statutaires que le Secrétariat doit remplir.
2. Une autre circonstance fâcheuse concernant l’aide volontaire à la Convention est portée à l’attention du Comité. Parmi les contributions volontaires déjà acceptées par le Comité lors de sessions précédentes, trois n’étaient toujours pas payées au moment de la rédaction des présentes, ce qui diffère la mise en œuvre de projets spécifiques approuvés par le Comité.
   1. Suite à l’engagement de la Norvège en 2012 de verser en 2012 et 2013 une somme totale de 10 millions de couronnes norvégiennes (environ 1,76 million de dollars des États-Unis au taux de change en vigueur aux Nations Unies en novembre 2012) au Fonds du patrimoine culturel immatériel et l’approbation ultérieure du Comité ([décision 7.COM 19](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-12-7.COM-Decisions_-FR.doc)), un montant total de NOK 9,5 millions NOK a été reçu, soit 95 % de l’engagement total. Cinq millions NOK ont été reçus en 2012, 3,5 millions NOK en 2014 et 1 million NOK en 2015. Cet échelonnement des paiements a conduit le Secrétariat à reprogrammer les activités prévues et à étaler dans le temps la mise en œuvre des projets. En mars 2015, le Secrétariat a été informé que, pour des raisons internes, la Norvège ne prévoyait pas d’autres paiements pour les quatre projets concernés. Par conséquent, afin de pouvoir clôturer ces projets, le Comité souhaitera peut-être prendre note de la différence entre le budget de ces projets tel qu’approuvé par lui et le budget révisé sur la base des fonds reçus, comme indiqué en annexe II (b) et annexe II (c) au [document ITH/15/10.COM/8](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-15-10.COM-8_FR.docx), et de ne plus considérer cette contribution non réglée comme un déficit de financement.
   2. Lors de sa huitième session, le Comité a approuvé deux autres projets à financer par des contributions affectées à des fins spécifiques dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel immatériel : une contribution du Brésil de 200 000 dollars des États-Unis pour financer un programme sur deux ans portant sur le renforcement des capacités nationales en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au Paraguay, et une contribution du Viet Nam de 48 469 dollars des États-Unis pour financier une réunion d’experts de catégorie VI sur les liens entre le patrimoine culturel immatériel et le changement climatique ([décision 8.COM 12](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/ITH-13-8.COM-Decisions-FR.doc)). Or, dans les deux cas, bien que deux ans se soient écoulés depuis cette décision, au moment de la rédaction du présent document, le Secrétariat n’avait reçu de la part des donateurs ni confirmation du non-paiement de leurs contributions en attente, ni d’informations sur la date à laquelle il peut espérer les recevoir. Le défaut de paiement de ces contributions retarde inévitablement la mise en œuvre des projets et le manque d’information empêche toute planification.
3. Le Comité souhaitera peut-être adopter la décision suivante :

PROJET DE DÉCISION 10.COM 9

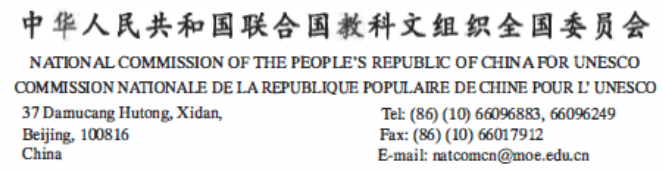
Le Comité,

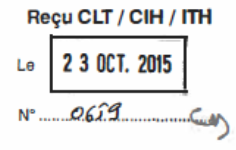
1. Ayant examiné le document ITH/15/10.COM/9 et ses annexes,
2. Rappelant l’article 25.5 de la Convention et le chapitre II des Directives opérationnelles,
3. Rappelant également les décisions 7.COM 18, 8.COM 12 et 9.COM 7,
4. Félicite la Commission nationale de la République populaire de Chine pour son offre généreuse de contribution volontaire supplémentaire au Fonds du patrimoine culturel immatériel pour financer l’organisation en 2016 d’une réunion préliminaire d’experts visant à poser les bases sur lesquelles un cadre global de résultats pour la Convention pourrait être élaboré ;
5. Accepte avec gratitude la contribution généreuse de la Commission nationale de la République populaire de Chine, approuve son objet spécifique et demande au Secrétariat d’assurer la bonne organisation de la réunion d’experts ;
6. Exprime sa préoccupation par la non-réception de contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel pour soutenir le cadre programmatique du Programme additionnel complémentaire 2014-2017 intitulé « Renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel pour le développement durable », tout en notant l’engagement du gouvernement de la Catalogne (Espagne) d’offrir une contribution pour continuer davantage la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie dans ce cadre ;
7. Reconnaît le soutien majeur et pionnier apporté par la Norvège à la stratégie globale de renforcement des capacités, tout en regrettant que la contribution volontaire supplémentaire acceptée en 2012 ait été réduite de 5 % ;
8. Prend note du fait que le Brésil et le Viet Nam n’ont, à ce jour, pas été en mesure d’honorer les offres qu’il avait approuvées en 2013 et les invite à informer le Secrétariat dans les plus brefs délais de la situation au regard de ces contributions en attente ;
9. Prend également note du fait que les États, ainsi que d’autres entités, ont eu recours à diverses formes de soutien, financier ou en nature, telles que les contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel affectées à des fins spécifiques ou au sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, les fonds-en-dépôt, les dotations au Programme ordinaire ou le détachement de personnel ;
10. Remercie tous les contributeurs qui ont généreusement soutenu la Convention et son Secrétariat depuis sa dernière session, à savoir l’Autorité d’Abou Dhabi pour le tourisme et la culture, l’Azerbaïdjan, le Burkina Faso, la Catalogne (Espagne), la Chine, le Japon, Monaco, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Turquie, le Centre pour le patrimoine Hamdan Bin Mohammed (Émirats arabes unis) et l’Association pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Italie) ;
11. Encourage d’autres contributeurs à envisager la possibilité de soutenir la Convention, en particulier par l’intermédiaire du Fonds du patrimoine culturel immatériel, tout en les invitant à verser leur contribution à temps et donc à raccourcir le plus possible le délai entre leur offre et le paiement des contributions annoncées, permettant ainsi la mise en œuvre des activités, sans heurts et sans délais ;
12. Demande au Secrétariat de lui rendre compte, lors de sa onzième session, de l’avancement de la mise en œuvre de toute contribution volontaire supplémentaire qu’il aurait reçue depuis sa dernière session.

**ANNEXE I**

****

*Original en anglais, traduction par le Secrétariat*





**À:** M. Alfredo Pérez de Armiñán

Sous-Directeur général  
Secteur de la culture   
Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture  
7, Place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP  
France

Beijing, le 12 octobre 2015

**Objet : Contributions affectées à des fins spécifiques en faveur du Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

Cher M. Pérez de Armiñán,

Le Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a reconnu à sa neuvième session « l’importance de l’élaboration d’un cadre global de résultats pour la Convention, y compris des objectifs clairs, des délais, des indicateurs et des repères » et reconnu « la nécessité d’un processus inclusif de consultation et de discussion dans le développement d’un tel cadre » (décision 9.COM 13.e).

La Commission nationale de la République populaire de Chine a le plaisir d’apporter son soutien pour initier ce processus grâce à une contribution de 50 000 dollars des États-Unis (ci-après dénommée la « contribution financière ») à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée le « Programme ») pour soutenir l’organisation d’une réunion préliminaire sur le développement d’un cadre global de résultats pour la Convention.

En outre, la Commission nationale de la République populaire de Chine est prête à accueillir cette réunion préliminaire qui se tiendra en Chine en 2016 au cours de la période agrée entre l’UNESCO et la Commission nationale de la République populaire de Chine. La Chine est prête à fournir un soutien additionnel si nécessaire et encourage à ce que le personnel détaché par le Gouvernement chinois à la Convention de 2003 coordonne cette activité.

La Commission nationale de la République populaire de Chine est informé(e) que la contribution financière sera déposée sur le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé « le Fonds ») géré par l’UNESCO pour soutenir le Programme susmentionné. Le règlement financier du Fonds figure en annexe 1 au présent accord.

**La Commission nationale de la République populaire de Chine accepte de verser la contribution financière à l’UNESCO sous réserve que l’UNESCO :**

1. fasse usage de la contribution financière aux fins prévues pour l’organisation d’une réunion préliminaire sur le développement d’un cadre global de résultats pour la Convention (Décision 9.COM 13.e) ;
2. remette à la Commission nationale de la République populaire de Chine, sur demande, un accusé de réception spécifiant que la contribution financière sera utilisée aux fins prévues pour l’organisation de la réunion mentionnée ci-dessus ;
3. fournisse un rapport financier consolidé du Fonds ainsi qu’un rapport narratif sur les progrès accomplis dans l’exécution des activités mises en œuvre par l’intermédiaire du Fonds, conformément aux procédures de l’UNESCO concernant les contributions multi-donateurs créditées à un compte spécial. Ces rapports auront le même format que ceux présentés aux Organes directeurs de la Convention ;
4. fournisse un rapport narratif final et un rapport financier consolidé final à la Commission nationale de la République populaire de Chine à la fin du Programme et à la clôture du Fonds y afférent.

La Commission nationale de la République populaire de Chine est informée que conformément aux procédures de l’UNESCO relatives aux contributions multi-donateurs, la Directrice générale de l’UNESCO décidera de l’affectation à d’autres activités de l’UNESCO du solde inutilisé qui pourrait subsister à la fin du Programme en consultation avec l’organe Directeur impliqué dans la gestion du Fonds.

La contribution financière est destinée à couvrir les coûts directs des activités de l’UNESCO dans le cadre de l’organisation de la réunion mentionnée ci-dessus, et à financer, à hauteur de 10%, les dépenses indirectes de l’UNESCO afférentes à la supervision technique et administrative du Fonds. Elle sera soumise aux procédures d’audit internes et externes, comme le prévoient le Règlement financier, le Règlement d’administration financière et les directives financières de l’UNESCO.

La Commission nationale de la République populaire de Chine se félicite de cette occasion de coopérer avec le secteur de la culture de l’UNESCO dans le cadre des activités de son programme de sensibilisation, en particulier à l’appui à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

DU Yue

Secrétaire général

Commission Nationale de la République Populaire de Chine pour l’UNESCO

Approuvé par :

Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture

Par : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom : M. Alfredo Pérez de Armiñán  
Titre : Sous-Directeur général, Secteur de la culture

**Annexe 1 :**

Règlement financier du Compte spécial pour le Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Article premier Création d’un Compte spécial pour le patrimoine immatériel

1.1 L’article 25 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée la « Convention ») porte création d’un Fonds dit « Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel » (ci-après dénommé le « Fonds »). Étant donné que le Fonds sera alimenté par plusieurs donateurs, celui-ci sera géré sous la forme d’un compte spécial.

1.2 Conformément à l’article 6.6 du Règlement financier de l’UNESCO, il est créé en vertu du présent un Compte spécial affecté au Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé le « Compte spécial »).

1.3 La gestion du Compte spécial est régie par les dispositions ci-après.

Article 2 Exercice financier

L’exercice financier correspond à celui de l’UNESCO.

Article 3 Objet

Le présent Compte spécial a pour objet de recevoir des contributions émanant de sources telles que mentionnées dans l’article 4.1 ci-après et de réaliser des paiements, en vue de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel conformément aux dispositions de la Convention et au présent Règlement.

Article 4 Recettes

4.1 Comme le prévoit l’article 25.3 de la Convention, les recettes du Compte spécial sont constituées par :

(a) les contributions des États parties à la Convention, conformément à l’article 26 de celle-ci ;

(b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l’UNESCO ;

(c) les versements, dons ou legs que pourront faire :

(i) d’autres États ;

(ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d’autres organisations internationales ;

(iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(d) tout intérêt dû sur les ressources du Compte spécial ;

(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Compte spécial ;

(f) toutes autres ressources autorisées par le Comité.

4.2 Comme le prévoit l’article 26.1 de la Convention, les contributions des États parties n’ayant pas procédé à la déclaration visée à l’article 26.2 de la Convention doivent être versées conformément au pourcentage uniforme déterminé par l’Assemblée générale des États parties à la Convention.

Article 5 Dépenses

5.1 Conformément à l’article 25.4 de la Convention, l’utilisation des ressources du Compte spécial par le Comité est décidée sur la base d’orientations de l’Assemblée générale.

5.2 Le Compte spécial est débité des dépenses effectuées conformément à l’objet défini à l’article 3 ci-dessus, y compris les dépenses administratives directes s’y rapportant expressément.

5.3 Les dépenses sont engagées dans la limite des fonds disponibles.

Article 6 Fonds de réserve

Il sera créé dans le cadre du Compte spécial un fonds de réserve pour répondre aux demandes d’assistance dans les cas d’extrême urgence tels que prévus aux articles 17.3 et 22.2 de la Convention. Le montant de cette réserve sera déterminé par le Comité.

Article 7 Comptabilité

7.1 Le Contrôleur financier de l’UNESCO fait tenir la comptabilité nécessaire.

7.2 Tout solde inutilisé en fin d’exercice financier est reporté à l’exercice suivant.

7.3 Les comptes du Compte spécial sont présentés pour vérification au Commissaire aux comptes de l’UNESCO, en même temps que les autres comptes de l’Organisation.

7.4 Les contributions en nature sont comptabilisées en dehors du Compte spécial.

7.5 Les comptes sont soumis par le Directeur général à l’Assemblée générale des États parties à la Convention.

Article 8 Placements

8.1 Le Directeur général est autorisé à placer à court terme les sommes figurant au crédit du Compte spécial.

8.2 Les intérêts produits par ces placements sont portés au crédit du Compte spécial.

Article 9 Disposition générale

Sauf dispositions contraires du présent Règlement, le Compte spécial est administré conformément aux dispositions du Règlement financier de l’UNESCO.

**AnnexE II**

**Contributions volontaires à la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel depuis la neuvième session du Comité,  
entre octobre 2014 et octobre 2015**

**Contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel**

**Affectées à des programmes de renforcement des capacités**

|  |  |
| --- | --- |
| Azerbaïdjan | 400 000 USD |
| Norvège | 133 609 USD |
| Pays-Bas | 93 867 USD |

**Réunion d’experts pour l’élaboration d’un cadre général de résultats pour la Convention[[3]](#footnote-3)**

|  |  |
| --- | --- |
| Commission nationale de la République populaire de Chine pour l’UNESCO | 50 000 USD |

**Sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat**

|  |  |
| --- | --- |
| Burkina Faso | 8 330 USD |
| Commission nationale de la République populaire de Chine pour l’UNESCO | 50 000 USD |
| Japon | 100 000 USD |
| Monaco | 11 249 USD |
| Portugal | 8 237 USD |
| Turquie | 5 244 USD |
| Centre pour le patrimoine Hamdan Bin Mohammed (Emirats arabes unis) | 25 999 USD |
| Association pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Italie) | 3 377 USD |

**Fonds-en-dépôt**

|  |  |
| --- | --- |
| Japon | 246 372 USD |
| Autorité d’Abou Dhabi pour le tourisme et la culture (ADTCA) | 259 419 USD |

**Experts associés, détachements et mises à disposition**

|  |  |
| --- | --- |
| Autorité d’Abou Dhabi pour le tourisme et la culture (ADTCA) | 12 mois au niveau P-2 |
| Chine | 12 mois au niveau P-2 |
| Japon | 12 mois au niveau P-2 |

1. . Les graphiques élaborés par la Section du patrimoine culturel immatériel sont basés sur les allocations budgétaires rapportés sur l’exercice biennal d’exécution des projets pour les 35C/5, 36C/5 et 37C/5. Pour le 38C/5, les chiffres sont basés sur des projets en cours d’élaboration dont les objectifs précis ont déjà été validés par les donateurs dans le cadre de réunions d’examen et de stratégies à moyen terme. [↑](#footnote-ref-1)
2. . La Note conceptuelle pour le Programme additionnel complémentaire 2014-2017 approuvée par le Comité prévoit un besoin global pour les quatre années de 6 millions de dollars des États-Unis pour mener des activités dans une vingtaine de pays. [↑](#footnote-ref-2)
3. . Reçues, mais allocation en attente, car subordonnée à l’adoption par le Comité de la décision 10.COM 9. [↑](#footnote-ref-3)